

Libertés publiques 5

M^o Yves Claisse

Bibliographie :

- Prof Luchaire RDP 1989 P. 609 et s «*la sûreté droit de l'Homme ou sabre de Monsieur Prudhomme ?*»

Article problématique très fondamental.

Christophe RADE : « Réflexions sur les fondements de la Responsabilité Civile » Dalloz 1999, Chr, P. 313 et s.

Dans la perspective de l'examen : pas d'actualité mais réflexion.

- Utilitariste, pratique : les deux contributions du Dalloz **Droit et liberté fondamentales** Frison Roche et Cabrillac. 2007

Xavier Philippe : lib d'aller et venir

Didier Thomas : drt à la sûreté

Eviter : [Dictionnaire des droits fondamentaux est paru récemment. Prof Drago Chez Dalloz. Incompréhensible sur liberté aller et venir et liberté individuelle]

Le droit à la sûreté personnelle

Méthode :

Comprendre les régimes juridiques des notions des lois étudiées et méthodologie au grand oral :

Un bon plan serait un plan d'exposition. Lequel est très simple à mettre en œuvre.

Parvenir à détecter de l'actualité législative et jurisprudentielle les sujets qui s'en inspireront.

Le grand oral est composé d'un jury corporatiste.

Étude juridique qui s'inscrit dans celle des grandes libertés publiques, dont on trace les frontières.

Primauté chronologique : Exposer la DDHC et ensuite étudier les autres lois qui en découlent.

Introduction : prévenir l'auditoire sur des précisions terminologiques :

La nécessité d'une précision tient au libellé du sujet : « droit à la sûreté perso », qui pose une difficulté de définition, s'agissant d'une expression assez désuète datant du XVIII^{ème} siècle, que l'on retrouve à l'article 2 de la DDHC.

On doit immédiatement le distinguer du droit à la sécurité, présent dans les discours politiques et qui est un droit que pourrait revendiquer tout citoyen, obligeant la puissance publique à lui assurer la sécurité de son intégrité physique de ses biens et de ses droits.

Cette sécurité dont pourrait pouvoir bénéficier tout citoyen à l'égard de toute agression a été posée par le législateur comme droit fondamental. Les différentes loi sur la sécurité personnelle, de 2001 mais aussi les textes antérieurs notamment de 1995, font de la sécurité un droit fondamental et une condition de l'expression des libertés collectives et individuelles. L'Etat ayant l'obligation d'assurer la sécurité du territoire en veillant à la protection des personnes, la défense des institutions, des intérêts nationaux et de la loi s'est vue souvent assimilée au droit à la sûreté personnelle.

Cela peut s'expliquer dans le fait que la Constitution Montagnarde de 1793 a défini la sûreté comme la « protection assuré par l'Etat à chacun de ses membres ».

Cette assimilation est erronée. Elle existe encore dans le discours politique mais elle est fautive en droit !

Le droit à la sûreté personnelle serait un droit de créance de l'individu à l'égard de la puissance publique. Ce droit permettrait à la puissance publique d'intervenir, de limiter etc. pour garantir à tout citoyen la protection de ses biens et de ses droits.

Parce que certains textes ont fait du droit à la sécurité un droit fondamental et que les textes primitifs ont assimilé le droit à la *sûreté* au droit à la *sécurité*, on identifie une erreur de définition.

Le traitement du sujet demande une autre approche.

Par ailleurs on doit bien évidemment le distinguer des mesures de sûreté prévues par le Code Pénal. C'est tout le contraire.

Le législateur (et non le constituant) a érigé le droit à la sécurité en droit fondamental
La mesure de sûreté n'est pas le droit à la sûreté.

Précautions d'ordre METHODOLOGIQUE dans l'analyse des libertés publiques :
Tout n'est pas dans tout : on doit donner à chaque notion la portée qui est la sienne en droit des libertés publiques.
Quand on traite du droit à la sûreté personnelle, on doit la distinguer des notions plus modernes telles que : le droit d'aller et venir ou encore la liberté individuelle.
On ne peut pas dire que ces trois notions peuvent se traiter indifféremment : la jurisprudence contredit cette assimilation.

Il faut distinguer le droit à la sûreté personnelle de deux notions plus modernes :

- la liberté d'aller et venir
- la liberté individuelle

Les assimilations entre le droit à la sûreté personnelle et ces notions sont contredites par la jurisprudence du Conseil constitutionnel :

- **La liberté individuelle** est définie par le Conseil Constitutionnel comme un PFRLR. Qui constitue une notion beaucoup plus large que le droit à la sûreté personnelle.

On pourrait dire que le droit à la sûreté est une liberté individuelle mais il n'est pas toute la liberté individuelle.

Laquelle est visée à l'article 66 de la Constitution¹, qui affirme la prééminence de l'autorité judiciaire en la matière. Ce qui entraîne une conception extensive de la notion, que le Conseil Constitutionnel n'a plus seulement limitée aux seules mesures privatives de liberté, mais étendue aux droits à la vie privée tels que l'inviolabilité du domicile et même la liberté du mariage.). La liberté individuelle n'est pas uniquement donc le droit à la sûreté personnelle.

- Distinction avec la notion de **liberté d'aller et venir** :

Le droit à la sûreté perso est plus restrictif que la liberté d'aller et venir, dont la violation qui peut être invoquée à l'encontre tout à la fois de mesures privatives de liberté mais aussi de mesures restrictives de liberté.

Exemple : les réglementations relatives aux excès de vitesse, qui constitue des mesures restrictives de liberté, sans être privatives de liberté. Expliquant ainsi la jurisprudence du Conseil Constitutionnel sur le permis à points.

Il n'y a pas d'assimilation du droit à la sûreté personnelle et de la liberté d'aller et venir.

Comment définir le droit à la sûreté personnelle ?

En droit positif, il doit être entendu comme *l'ensemble des garanties de toute nature, dont disposent les individus contre les arrestations les détentions et les peines **privatives** de liberté.*

Ce qui est beaucoup plus restrictif que l'étude de la liberté d'aller et venir et que celle de la liberté individuelle, telle qu'elle est entendue par le Conseil Constitutionnel (dans son autonomie incluant liberté du mariage, inviolabilité du domicile).

Ces préalables montrent qu'on doit passer du temps à définir la notion précisément.
Dans le cas de ce sujet : la problématique réside dans les critères et les frontières qui distinguent les différentes notions.
Il faut manifester de l'autorité intellectuelle : faire comprendre à l'auditoire que l'on connaît bien la notion.
- Plus le sujet est large, plus on doit aboutir à une définition fonctionnelle. C'est à dire adaptée à ce que l'on voudra dire par la suite.
- Un sujet précis ou restreint appelle un élargissement afin de le rapprocher de certaines notions, pour développer un propos d'une certaine ampleur.
L'introduction sert à tracer le cadre, qui peut être débordé par le jury.

Traitement du sujet :
On attend des plans d'exposition qui s'expriment et se comprennent très simplement :
AFFIRMATION
TRADUCTION
Mise en place / mise en œuvre. Balancement lié à une rhétorique.

¹ Article 66. -

(al.1) Nul ne peut être arbitrairement détenu.

(al.2) L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi.

I / Affirmation du droit à la sûreté personnelle les sources, dans un ordre juridique positif

L'étude des sources doit se faire sans oublier l'analyse de la place qu'occupe la notion étudiée dans la hiérarchie des normes, la tradition républicaine ou enfin l'imaginaire collectif ou encore dans l'opinion publique.
Ne pas s'appesantir sur l'étude des sources.

A/ Les sources constitutionnelles et conventionnelles :

Elles sont constitutionnelles et conventionnelles à la fois.

On commence par la Constitution: le droit à la sûreté personnelle est affirmé dans le bloc de constitutionnalité

Mais il l'est aussi dans de multiples textes et traités internationaux : ces sources conventionnelles.

§1 - Les sources constitutionnelles :

L'article 2 de la DDHC range la sûreté dans les droits naturels et imprescriptibles de l'Homme, juste après la liberté et la propriété et juste avant la résistance à l'oppression :

Article 2. Ces droits sont l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété.

L'article 66 de la Constitution : nul ne peut être arbitrairement détenu (alinéa 1^{er}). Il appartient à l'autorité judiciaire d'assurer le respect de ce principe (alinéa 2).

On peut y rattacher aussi les articles 7, 8 et 9 de la DDHC :

Article 7 : sans doute, légalité de la détention,

Article 8 : légalité des délits et des peines,

Article 9 : principe de la présomption d'innocence.

Analyse de ces sources :

- Premièrement, aucune ne définit le droit à la sûreté (alors que certaines notions aller et venir sont définies par exemple).
- Deuxièmement, ces textes ne sont que très rarement utilisés, en ce qui concerne le régime des arrestations, détentions et emprisonnements, par la jurisprudence.
- Enfin, l'article 66 de la Constitution sert au Conseil Constitutionnel à ériger des règles au rang de principe constitutionnel.

§2 - Les sources conventionnelles ou internationales :

L'article 5 de la CEDH fixe un principe, 6 exceptions et 3 garanties.

Article 5 – Droit à la liberté et à la sûreté

1 - Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales :

- a) s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent;
- b) s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour inobservation à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi;
- c) s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci;
- d) s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée ou de sa détention régulière, afin de le traduire devant l'autorité compétente;
- e) s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond;
- f) s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.

2 - Toute personne arrêtée doit être informée, dans le plus court délai et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle.

3 - Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1.c du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.

4 - Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

Principe : toute pers a la droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté et de sa sûreté.

Les exceptions sont limitativement énumérées à l'article 5 Paragraphe 1

Le texte donne trois garanties, qui sont des règles d'ordre procédural :

- **Motifs** : Droit d'être immédiatement informé des motifs de son arrestation.

- **Présentation au juge** : Droit d'être aussitôt traduit devant un juge et d'être ou bien jugé dans un délai raisonnable ou bien libéré pendant la procédure.

- **Contrôle de la légalité de la détention** : droit de saisir un tribunal afin de faire vérifier la légalité de la détention.

Étant *d'effet direct*, *tout avocat peut invoquer ces garanties*. Comme, par exemple, le cas du délai de déferrement. Il est donc d'usage quotidien devant les juridictions².

Autres textes internationaux : le PIDCP de 1966, dans ses articles 9, 10 et 11³ énonçant tout ce qu'inclus le droit à la sur perso, sous un intitulé concernant la sécurité de la personne (que l'on doit donc comprendre ici comme « sûreté »)

B/ La place de cette notion dans la hiérarchie des normes

La place que la notion occupe dans notre ordre juridique :

Importance que ce droit occupe dans la tradition Républicaine et dans notre ordre juridique.

3 idées à développer :

§1 - La notion est sacralisée

(c'est une évidence)

La notion est souvent invoquée pour justifier des réformes et des évolutions de notre droit positif. Mais c'est aussi une notion qui n'est pas véritablement acceptée.

Notion sacralisée on peut illustrer sa place particulière : elle bénéficie d'un primauté, ou au moins d'une priorité chronologique. En effet, elle est une liberté sans laquelle les autres n'existeraient pas.

Sans droit à la sûreté personnelle il n'y a pas de liberté d'expression, de liberté de religion, de liberté d'association. Elle est celle sans laquelle les autres n'existeraient pas.

Au panthéon des libertés, elle est affichée comme un droit naturel et imprescriptible de l'Homme : les textes l'affirment comme un principe général.

Dans les sociétés démocratiques, le droit à la sûreté personnelle s'affirme comme le contraire du droit arbitraire des lettres de cachet, symbole de l'absolutisme royal.

L'habeas corpus (interdisant les détentions arbitraires en Grande-Bretagne) est un autre texte qui symbolise là encore ce que doit être un fondement de la construction juridique dans une société moderne. Il a dans notre imaginaire une place à part : notion à l'évidence sacralisée.

² Par exemple : C.A. Versailles (8e ch. corr.), 15 septembre 1999

le déferment doit intervenir dans le plus court délai possible à compter de la fin de la garde à vue, conformément aux dispositions de l'article 5-3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, selon lesquelles toute personne arrêtée ou détenue doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires, tout retard injustifié portant nécessairement atteinte aux intérêts de la partie qu'elle concerne. Cité par le Service de Documentation de la Cour de Cassation, Bulletin d'information n° 516 du 15/06/2000

³ Article 9 1. Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire. Nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs, et conformément à la procédure prévus par la loi.

2. Tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui.

3. Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparaison de l'intéressé à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement.

4. Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégale a droit à réparation.

Article 10 1. Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.

2. a) Les prévenus sont, sauf dans des circonstances exceptionnelles, séparés des condamnés et sont soumis à un régime distinct, approprié à leur condition de personnes non condamnées;

b) Les jeunes prévenus sont séparés des adultes et il est décidé de leur cas aussi rapidement que possible.

3. Le régime pénitentiaire comporte un traitement des condamnés dont le but essentiel est leur amendement et leur reclassement social. Les jeunes délinquants sont séparés des adultes et soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal.

Article 11 Nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle.

§3 – La notion est souvent invoquée dans le discours politique :

Elle est à la base des réformes de la procédure pénale (motifs et durée de la détention provisoire substitués à l'emprisonnement tels que le bracelet électronique).

Ce droit est un principe qui inspire bon nombre de réformes de notre procédure pénale, voire même des responsabilités civiles.

Christophe RADE : « Réflexions sur les fondements de la Responsabilité Civile » Dalloz 1999, Chr, P. 313 et s.
--

Malgré les constantes invocations du législateur à cette notion, celle-ci n'est pas totalement acceptée par l'opinion publique en temps que règle normative.

C'est une notion tout le temps utilisée, mais qui n'est pas acceptée par l'opinion publique dans toute sa rigueur.

Exemple : la suspension de peines pour cause médicale issue de la loi du 4 mars 2002, qui a trouvé des applications dans le cas Papon. Son fondement est clairement le droit à la sûreté personnelle a pourtant suscité une grande émotion dans sa mise en application.

Ou encore ce matin la remise en liberté de Jean Marc Rouillan (d'Action Directe) en est une autre application.

Dans une perspective élargie, on doit considérer qu'avec l'accroissement de la victimisation, l'application pure et dure du droit à la sûreté personnelle se heurtera à l'opinion publique majoritairement favorable à la victime.

Le droit des libertés publiques n'est qu'un droit des conciliations : tous les principes et libertés doivent être conciliés avec d'autres libertés.

Le droit à la sûreté personnelle est un droit qui suscite polémique, quand appliqué à certaines circonstances, il conduit à la libération d'une personne reconnue coupable.

Il affronte dès lors l'opinion. L'avocat doit s'en soucier et rappeler la place réelle qu'occupe la notion de sûreté personnelle dans l'ordre social.

- II / Traduction du droit à la sûreté personnelle dans l'ordre juridique :

Par delà le contexte immédiat, quelles sont les grandes tendances qui donnent du corps au droit à la sûreté personnelle, en temps que droit positif à grande échelle ?

Comment le droit à la sûreté personnelle se décline-t-il dans notre système juridique depuis une vingtaine d'années ?

On peut considérer que la notion se décline dans notre droit en 6 principes qui en forment le socle :

- On ne peut être privé de sa liberté que pour la sauvegarde de l'Ordre Public.

Exemples et exceptions anecdotiques :

- Disparition de la contrainte par corps qui permettait à tout créancier de faire emprisonner son débiteur et visait à protéger un intérêt purement privé, distinct de l'ordre public.
- L'art L271 du livre de procédure fiscale prévoit l'emprisonnement pour dettes fiscales. Véritable curiosité juridique très peu mise en œuvre, avec faculté de saisir le Président du TGI d'une demande de remise en liberté.
- L'hospitalisation sous contrainte, prévue par la loi du 27 juin 1990 : on peut interner en hôpital psychiatrique quelqu'un qui présente un risque pour lui-même (absence d'ordre public) ou pour la société.
- - Le code des débits de boissons dans son art L76 prescrit que « Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, devra être, par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin ou dans une chambre de sûreté,

pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison. ». C'est l'internement en « cellule de dégrisement.

- **Seul le législateur peut édicter une peine privative de liberté :**

allusion à une divergence de jurisprudence entre le Conseil d'Etat et le Conseil Constitutionnel, afin de savoir si le tribunal de police pouvait édicter des peines privatives de liberté au sens des articles 34 et 37 de la Constitution (répartition des domaines législatifs et réglementaires). Le Code Pénal, en 1994, a posé comme principe qu'aucune contravention ne pouvait être punie par une peine de prison. C'est finalement un droit de compétence : le Parlement présente des garanties que ne présente pas l'administration (laquelle prend ses décisions de manière obscure et non débattue publiquement).

- **La mise en œuvre d'une peine privative de liberté est entourée de garanties pour éviter les erreurs et l'arbitraire :**

règles de fond et de procédure qui entourent les régimes de privation de liberté décidées par l'Autorité administrative (garde à vue, hospitalisations d'office), ou décidées par le juge (détention provisoire, emprisonnement et mesures de sûreté [interdiction d'exercice professionnel, médicalisation, etc.]).

La personne retenue (suivant une mesure administrative) ou détenue (suivant une décision judiciaire) bénéficie de garanties.

- **Des recours existent pour qu'il soit mis fin à des détentions illégales ou pour que leurs conséquences préjudiciables soient indemnisées ;**

C'est une des garanties imposées par l'article 5 § 1 CEDH⁴. Exemple, le référé liberté introduit à l'encontre de toute mesure de détention provisoire. Régime d'indemnisation des victimes d'erreurs judiciaires (comme sur l'affaire d'Outreau).

- **Une peine de prison ne peut avoir d'autre conséquence que la privation de liberté.**

Une peine privative de liberté n'emporte aucune autre conséquence. Disparition des peines « afflictives et infamantes » (mise à l'index, opprobre public des condamnés) ainsi que les peines accessoires (qui s'appliquaient automatiquement en cas de condamnation).

Cette disparition a été décidée par le nouveau Code Pénal de 1994.

On n'a pas fait disparaître les mesures de sûreté.

De plus, on a vu apparaître des peines « complémentaires », qui ne sont pas des peines accessoires, mais qui s'appliquent automatiquement sauf si le juge en a décidé autrement.

La loi du 10 août 2007 précédée de la décision du Conseil Constitutionnel du 09 août 2007 sur l'injonction de soin aux délinquants mineurs récidivistes et multirécidivistes, a rendu la mesure d'injonction de soins automatique, par le prononcé de la condamnation par le juge.

- **La personne détenue ne doit pas être privée de ses droits fondamentaux :**

La privation de liberté ne doit pas conduire à la privation des autres droits.

Exemple, la loi du 30 octobre 2007 instituant le contrôleur général des lieux de privation de liberté. 3 arrêts d'Assemblée du Conseil d'Etat, rendus le 14 décembre 2007, où le Conseil d'Etat ouvre aux détenus la possibilité de contester par la voie du RPEP (juge de la légalité), la légalité des mesures prises à leur encontre pendant leur détention.

Exemple : CEDH 4 novembre 2007 Dickson c / Royaume-Uni possibilité d'empêcher un détenu de bénéficier d'une possibilité de procréation médicalement assistée.

37. Les requérants se plaignent du refus opposé à leur demande d'insémination artificielle, dans lequel ils voient une atteinte au droit au respect de leur vie privée et familiale que leur garantit l'article 8. Cette disposition, en ses passages pertinents, est ainsi libellée :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale (...) »

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

38. Les requérants allèguent également que ce refus méconnaît leur droit de fonder une famille au sens de l'article 12 de la Convention, qui se lit ainsi :

« A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille selon les lois nationales régissant l'exercice de ce droit. »

65. La restriction en cause en l'espèce provient du refus d'autoriser les requérants à avoir recours à l'insémination artificielle. Les parties ne contestent pas l'applicabilité de l'article 8 même si, devant la Grande Chambre, le Gouvernement semble suggérer que l'article 8 pourrait ne pas s'appliquer dans certaines circonstances – par exemple, lorsque la peine d'un détenu est tellement longue qu'on ne peut s'attendre à ce qu'il « participe » jamais à la vie de l'enfant qui serait conçu, l'article 8 ne garantissant pas un droit à la procréation.

66. La Cour estime que l'article 8 est applicable aux griefs des requérants en ce que le refus de l'insémination artificielle concerne leur vie privée et familiale, ces notions incluant le droit au respect de leur décision de devenir parents génétiques

Le Royaume-Uni a été condamné sur le fondement de l'article 8 de la CEDH qui protège le droit à une vie familiale, en ce que la restriction décidée l'avait été en l'absence d'évaluation des « divers intérêts publics et privés en présence » et en l'absence aussi d'une quelconque appréciation de « la proportionnalité de la restriction ».

Le droit à la sûreté personnelle, qui était depuis longtemps cantonné à la détention arbitraire, s'étend aux modalités de prévention de la rétention administrative arbitraire. Ces conditions et ces modalités de détention ne doivent pas avoir pour objet ou pour effet de priver la personne détenue ou retenue des droits fondamentaux reconnus à toute personne.